

# Réintégrer l'OTAN nous fragiliserait.

Par Jean-Michel BOUCHERON

Député

Rapporteur du budget de la Défense à la Commission des Affaires Etrangères

Certains prêtent aujourd'hui au Président de la République l'intention de réintégrer l'OTAN.

La France est le deuxième contributeur en forces dans les opérations de l'OTAN, troisième financier de l'organisation, elle participe à la force de réaction rapide de l'OTAN et à son groupe de transformation à Norfolk en Virginie. Notre pays est donc extrêmement présent dans presque tous les organismes clé de l'Alliance. Il s'abstient simplement de participer à la chaîne de commandement permanent et au groupe de planification nucléaire. Le pas pour l'intégration totale est donc techniquement, organiquement, financièrement simple à franchir.

Serait ainsi refermée la parenthèse historique ouverte en 1962 par le Général de Gaulle.

Les partisans de la réintégration dans l'OTAN se divisent en trois écoles distinctes.

Les atlantistes, tout d'abord, qui pensent qu'il y a un bloc occidental homogène et qu'il n'y a qu'un seul chef possible : les Etats-Unis. Militants d'un occident judéo-chrétien maître du monde qui illuminerait les peuples de la planète de l'exemplarité de son mode de civilisation. Ce rêve du monde mono-polaire a repris vigueur au lendemain de la chute du mur de Berlin. Cette école très active dans de nombreux pays occidentaux a rencontré en George Bush un de ses avocats les moins nuancés. Poussé à son extrême, cette logique aboutit évidemment au choc de civilisations : à la guerre.

Les cyniques naïfs, ensuite, qui estiment que les dépenses militaires sont inutiles, les efforts technologiques hors de portée et se réjouissent que d'autres veuillent assurer leur sécurité à leur place. Le parapluie nucléaire américain : gage d'économie dans les dépenses de défense. Ce raisonnement largement répandu dans les pays de l'Europe du Nord, les pays neutres et ceux récemment sortis du communisme, rejoint également le pacifisme de certains groupes de l'ouest européen. Ce raisonnement proche de la démission, est basé sur la croyance aveugle dans le déclenchement automatique de l'article 5 qui verrait l'Amérique entrer en guerre dès qu'un pays de l'Alliance serait menacé. De plus, l'impasse est faite sur l'hypothèse éventuelle qui verrait les intérêts américains et européens diverger.

Enfin, un certain nombre de partisans de la construction de l'Europe de la Défense. Désireux de montrer qu'il n'y a ni incompatibilité, ni concurrence entre l'OTAN et la défense européenne, ils souhaitent augmenter le poids du pilier européen dans l'Alliance, utiliser la logique d'éloignement des US vers la zone pacifique pour récupérer un outil organisationnel et technique performant au profit de la partie européenne de l'Alliance. L'Europe prendrait ainsi toute sa place au fur et à mesure que les Américains s'en désengageraient portant leurs efforts sur d'autres zones du monde où la nécessité de leur sécurité les appelleraient : « La sécurité de l'Amérique ne passe plus par Berlin ».

Cette façon d'approcher les choses, qui a pu être la mienne, poursuit trois rêves : le rêve d'autonomie du pilier européen dans l'Alliance, le rêve d'un dialogue équitable entre les Américains et les Européens dans l'OTAN et le rêve d'un front uni des Européens capable de ne faire qu'un bloc aux côtés de l'allié américain.

Aujourd'hui la situation est différente, rendant caduques bien des raisonnements qui ont structuré le débat de la réintégration de la France dans l'OTAN. Tout d'abord, la mondialisation progresse rapidement, bouleversant les échafaudages institutionnels et les rigidités. Chaque crise montre son originalité et la nécessité de réponses rapides, souples, adaptées qui ne correspondent jamais aux schémas préétablis.

Au lendemain du 11 septembre par exemple, la première réaction américaine a été de refuser poliment l'aide de ses alliés de l'OTAN qui lui proposaient leur concours en Afghanistan en application de la clause de solidarité automatique de l'article 5. Les choses étaient trop sérieuses pour que l'Amérique alourdisse son dispositif opérationnel par la présence de troupes non-américaines. Pour Bush, l'OTAN devait rester à sa place de simple supplétif. Il fit la faute de laisser, au départ, l'Amérique partir seule en Afghanistan. L'OTAN dans sa conception traditionnelle d'alliance de défense est sans doute morte ce jour là.

Dans l'esprit du Président américain, l'Alliance devait servir à tout autre chose, il lui fallait donc en changer la nature.

Tout d'abord, élargissement de la compétence géographique de l'Alliance. Peu de temps après la première phase de l'intervention américaine en Afghanistan les alliés étaient conviés à prêter leur concours à la lutte contre Al Quaïda. Ils ont tous répondu présents, la France sécurisant la zone de Kaboul et nos forces spéciales allant jusqu'à prêter main forte à leurs homologues américains dans les montagnes de la frontière Pakistanaise. Le terrorisme a donc amené l'Alliance pour la première fois de son histoire, à intervenir en un lieu très éloigné du Centre Europe. Les demandes américaines d'impliquer l'OTAN dans d'autres théâtres éloignés se multiplièrent. C'était la première tentative de George Bush de mondialiser le périmètre de compétence de l'Alliance.

Le Président américain souhaite également élargir au monde occidental la liste des partenaires à l'ancien traité de l'Atlantique Nord. Il s'agirait, officiellement ou non, d'ajouter le Japon, l'Australie, voire la Corée du Sud aux membres actuels pour former un vaste ensemble et marginaliser les insoumis dans la sphère d'influence américaine. Le projet consiste à transformer l'Alliance en un outil d'influence planétaire de l'Amérique.

Enfin le Président américain a affiché la volonté de doter l'Alliance de nouvelles compétences civiles où elle interviendrait dans les opérations civilo-militaires dans les périodes de post crise. Cette nouvelle compétence de l'Alliance est souvent présentée par George Bush comme la gestion de la reconstruction et du redressement économique au lendemain d'une intervention de l'Amérique. Celle-ci se réserverait la gestion des éléments fondamentaux de l'économie locale, pétrole, communication, industrie, laissant aux autres pays le soin de gérer le social, la sécurité, les droits de l'homme, etc.

Le souhait simultané d'une globalisation géographique, d'une multiplication des partenaires et d'un élargissement aux compétences civiles est le signe d'une volonté de mutation de l'OTAN, d'alliance de défense en alliance politique face au monde non occidentalisé avec pour mission affichée la lutte contre un terrorisme présenté comme unique et globalisé. Le danger que représente une telle logique pour la Paix est, espérons-le, évident pour la plupart.

En fait, le danger pour la France serait de donner deux signaux simultanés: celui d'un fort rapprochement avec Washington, et celui d'une réintégration dans l'OTAN. L'un ou l'autre sont possibles, les deux à la fois seraient contre performants. L'énorme capital de sympathie que la France s'est tissé dans le monde par la politique étrangère qu'elle a menée de façon constante de de Gaulle, à Mitterrand et Chirac serait rapidement dilapidée si notre influence politique était réduite à celle de supplétif d'une Amérique qui n'en manque pas. L'évolution du monde offre à la France d'autres perspectives

Mitterrand et Chirac qui avaient une posture très indépendante et une vraie capacité de dialogue avec tous les pays du Sud pouvaient se permettre un rapprochement avec l'OTAN. Ils l'ont fait, Mitterrand en réintégrant doucement certaines structures militaires, Chirac en cherchant à négocier des postes clés dans l'organisation. Constatons, au passage, qu'Anglais et Allemands ne se sont pas empressés de céder postes et influences. Ces expériences méritent d'être méditées : tout le monde reproche à la France de ne pas en être, chacun en craint l'arrivée.

La politique menée par la France vis-à-vis du tiers monde, du Proche et du Moyen-Orient était suffisamment claire pour que la lecture qui en était faite par ses peuples et leur gouvernement ne puisse être brouillée par un rapprochement avec les structures de l'OTAN.

Aujourd'hui le Président Sarkozy envoie des messages très forts vers Washington, modifiant nettement notre positionnement par rapport à la Russie, la Palestine, l'Iran et bien d'autres. Ces signaux sont perçus par ces peuples. Une réintégration dans l'OTAN serait la goutte d'eau symbolique qui éroderait massivement le rôle médiateur de la France. Cela affaiblirait le Président lui-même dans sa volonté d'influence internationale à laquelle il aspire légitimement. Cette perte d'influence ne nous rapporterait rien. D'autres savent mieux que nous jouer le rôle d'alliés privilégiés de l'Amérique. La France vaut mieux que cela